

La fronde s'organise pour sauver le Musée de la Croix-Rouge

● Des élus de tous les partis s'engagent pour trouver un avenir à cette institution basée à Genève. À la manœuvre, la socialiste Estelle Revaz.

FLORENT QUIQUEREZ
florent.quiquerez@lematindimanche.ch

Pour le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, c'est une opération sauvetage qui vient d'être lancée depuis Berne. Des élus de tous les partis demandent au Conseil fédéral de maintenir «un soutien financier suffisant de la part de la Confédération» à cette institution située à Genève.

À la manœuvre: Estelle Revaz (PS/GE), l'auteure de la motion. La conseillère nationale a utilisé une technique bien à elle pour arracher le soutien d'un maximum d'élus. «Je fais fi des étiquettes politiques et cherche à convaincre mes collègues un à un. Et si j'y parviens, c'est surtout parce que je crois à la cause.» Le résultat est bluffant: 78 parlementaires ont cosigné son texte. Aucun parti ni région linguistique ne manquent à l'appel.

La situation précaire du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a fait les gros titres début novembre. Comme nous le révélions, dans le cadre de son nouveau plan d'économies, le Conseil fédéral envisage de couper drastiquement son soutien à l'institution.



Officiellement, les mesures envisagées dans le rapport d'experts doivent encore faire l'objet d'une consultation, mais concernant le Musée de la Croix-Rouge, leur application a déjà commencé. Le Conseil fédéral a en effet demandé que le musée relève dès 2027 de l'Office fédéral de la culture (OFC), et non plus du Département fédéral des affaires étrangères.

Sous ce nouveau régime, le musée ne pourra plus recevoir 1,1 million, mais plutôt 300'000 francs par an, à condition de concourir tous les trois ans. L'OFC soutient en effet déjà une quinzaine d'autres musées en Suisse, avec une enveloppe d'un peu plus de 6 millions. Pour le directeur du musée, Pascal Hufschmid, «le scénario d'une fermeture dès 2027 est bien réel».

Une issue qu'Estelle Revaz veut à tout prix éviter. «On parle d'une institution

L'entrée principale du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Genève. Keystone/
Martial Trezzini,
Keystone/Salvatore Di Nolfi

d'importance nationale, explique-t-elle. Ce musée est au cœur de l'engagement de la Suisse en matière de droit humanitaire et il renforce la position de notre pays en tant qu'État dépositaire des Conventions de Genève.»

Pour éviter qu'un autre État ne vole à la rescousse de ce patrimoine, la conseillère nationale socialiste genevoise estime «qu'il est du devoir de la Confédération de faire le nécessaire pour préserver cette institution qui symbolise notre identité en tant que nation et qui contribue au rayonnement de nos valeurs sur le plan national et international.»

Un discours qui a donc convaincu bien plus loin que ses rangs politiques, puisque de nombreux élus du Centre, du PLR ou de l'UDC ont accepté de la suivre.

Un symbole de neutralité

Alors que la droite réclame des coupes, pourquoi ce musée devrait-il faire exception? «La Croix-Rouge fait partie de notre identité, répond Jean-Luc Addor (UDC/VS), un des cosignataires. Elle en dit beaucoup sur le rôle de la Suisse à l'étranger. À l'heure où la notion de neutralité est jetée par-dessus bord, il est important de sauvegarder nos valeurs. En ce sens, le Musée international de la Croix-Rouge mérite un soutien financier adéquat.»

Pour Olivier Feller (PLR/VD), c'est le ton de la proposition qui l'a convaincu de signer. «Cette motion est très ouverte. Elle propose d'examiner différentes pistes pour assurer l'avenir financier de cette institution, par exemple en jouant sur son ratta-



«Je fais fi des étiquettes politiques et cherche à convaincre mes collègues

un à un. Et si j'y parviens, c'est surtout parce que je crois à la cause.»

Estelle Revaz (PS/GE),
auteure de la motion

chement à un ou l'autre département fédéral. On n'est pas simplement en train de rajouter une ligne de plus ou de moins dans le budget. Il y a une vraie réflexion derrière.»

Sous la Coupole, il reste toutefois des voix critiques, dont celle de Philippe Nantemod (PLR/VS). «À l'heure où la Confédération doit faire des économies partout, il faut se concentrer sur l'essentiel. Ça signifie un niet à toutes les exceptions, sinon on ne s'en sortira pas.»

Et le PLR de rappeler que la culture est du ressort des cantons. «À Berne, on ne sait pas comment on va financer l'AVS. Et on voudrait dépenser de l'argent pour un musée? Il me semble que le Canton de Genève qui dispose d'un budget culturel fatimieux peut s'en charger.»